

**RÉPUBLIQUE FRANCAISE
DÉPARTEMENT DE VAUCLUSE****COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION
VENTOUX COMTAT VENAISSEN
84200 CARPENTRAS**

L'an deux mille vingt-quatre et le huit avril, le conseil de communauté, régulièrement convoqué par sa Présidente dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE
DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL DE
COMMUNAUTÉ****SÉANCE DU
8 avril 2024****Date de convocation : 26 mars 2024****Mise en ligne le : 2 avril 2024****Nombre de conseillers : 60****Nombre de présents : 46 (jusqu'à la délibération n°47-28) ; 47 (à partir de la délibération n°48-28)****Nombre de votants : 56****Nombre d'absents : 4**

PRÉSENTS : Aubignan : Siegfried BIELLE - Laurence BADEI - Frédéric FRIZET - Marie THOMAS de MALEVILLE **Beaumes de Venise :** Jérôme BOULETIN **Bédoin :** Alain CONSTANT - Dominique VISSECQ **Caromb :** Valérie MICHELIER - Olivier METZGER **Carpentras :** Serge ANDRIEU - Yvette GUIOU - Jacqueline BOUYAC - Franck DUPAS - Jaouad ZIATI - Caroline BALAS - Victorine SURTEL - Bernard BOSSAN - Joël BOTREAU - Laurence BOSSERAI - Jean-Pierre CAVIN - Claudine MORA - Bertrand de LA CHESNAIS - Christiane MORIN-FAVROT - Catherine RIMBERT - Jean-Marc ISSARTIER **Crillon le Brave :** Guy GIRARD **Flassan :** Michel JOUVE **Gigondas :** Michel MEFFRE **Lafare :** Philippe SOARD **La Roque Alric :** José LINHARES **La Roque sur Pernes :** Philippe DELEBECQUE **Le Barroux :** Bernard MONNET **Loriol du Comtat :** Gérard BORG - Brigitte MATHIEU **Malaucène :** Frédéric TENON - Chantal MOCZADLO **Mazan :** Louis BONNET - Bruno GANDON **Modène :** Norbert LEPATRE **Saint Didier :** Gilles VÈVE **Saint Pierre de Vassols :** Sandrine RAYMOND **Saint Hippolyte le Graveyron :** André AIELLO **Sarrians :** Anne-Marie BARDET - Audrey FRANQUET - Alexandre KORMANYOS (à partir de la délibération n°48-24) **Vacqueyras :** Philippe BOUTEILLER **Venasque :** Dominique PLANCHER.

EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION : Alain BREMOND à Alain CONSTANT - Alain BELHOMME à Franck DUPAS - Pauline DREANO à Serge ANDRIEU - Jean-François SENAC à Jaouad ZIATI - Véronique MENCARELLI à Jacqueline BOUYAC - Pierre BOURDELLES à Bertrand de LA CHESNAIS - Joséphine AUDRIN à Louis BONNET - Georges MICHEL à Catherine RIMBERT - Patrice FLAGEAT à Anne-Marie BARDET - Alexandre KORMANYOS à Dominique PLANCHER.

ABSENTS EXCUSÉS : Michel BLANCHARD - Claude MELQUIOR - François ILLE - Patricia OLIVERO

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Jérôme BOULETIN

Conseil communautaire du 8 avril 2024**Délibération n°51-24****Objet : convention partenariale avec l'Education nationale pour les actions éducatives de la CoVe en milieu scolaire**

Conseil communautaire du 8 avril 2024

Délibération n°51-24

Objet : convention partenariale avec l'Education nationale pour les actions éducatives de la CoVe en milieu scolaire

Le conseil communautaire,

Vu les statuts de la CoVe, portant compétences en matière d'actions scolaires déclarées d'intérêt communautaire, d'actions culturelles d'intérêt communautaire, de protection de l'environnement et du cadre de vie, de gestion et de valorisation des déchets,

Considérant l'ensemble des actions dispensées par les services de la CoVe dans les écoles du territoire,

Considérant que ces actions sont rendues possibles par un partenariat entre la CoVe et les services de l'Education nationale,

Vu les partenariats existants entre l'Education Nationale et la CoVe,

Considérant la volonté politique des élus de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin de proposer aux élèves des écoles du territoire des interventions en temps scolaires contribuant au développement de leurs apprentissages dans les domaines culture et patrimoine, lecture publique, musique, sport, développement durable, santé et prévention.

Considérant la volonté de formaliser ce partenariat, au travers de la convention annexée à la présente délibération,

Entendu le rapport de la vice-présidente déléguée à la parentalité, à la petite enfance et aux actions éducatives,

Après en avoir délibéré par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,


Décide

Article 1 : D'APPROUVER les termes du projet de convention partenariale avec l'Education nationale pour les actions éducatives de la CoVe en milieu scolaire.

Article 2 : D'AUTORISER la présidente à signer tous actes aux effets ci-dessus.

le secrétaire de séance,

Jérôme Boulet



Pour extrait certifié conforme

Jacqueline Bouyac
Présidente de la CoVe

la Présidente,

Jacqueline Bouyac



En application des articles R.421-1 et suivants du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de sa mise en ligne et de sa réception par le représentant de l'État. Le tribunal administratif peut aussi être saisi par l'application informatique "Télerecours citoyens" accessible par le site internet www.telerecours.fr

Fiche Annexe

Interventions en éducation au développement durable

L'objet de cette annexe est d'organiser les modalités de partenariat autour de l'EDD plus particulièrement par la mise en place d'actions concourant à l'éducation, à la réussite et à l'épanouissement des élèves en lien avec les programmes et le socle commun.

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Nature des interventions et qualification des intervenants

La Communauté d'Agglomération Ventoux-Comtat Venaissin met à disposition des écoles du territoire des personnels rémunérés et qualifiés.

L'intervenant devra posséder un diplôme d'animation et un cursus scolaire dans le domaine de l'environnement.

Dans le cadre de sa compétence « gestion des déchets », le service prévention déchets propose des interventions de qualité. Chaque thème proposé est en lien avec le Programme Local de Prévention des Déchets Ménagers et Assimilés (PLPDMA) de la collectivité et donne du sens à la stratégie Déchets qui est déployée sur le territoire.

Chaque intervention est menée en variant les approches : à partir de jeux, d'échanges, d'expériences et lorsque cela est possible d'une visite en fin de séquence.

Article 2 : Classes concernées et horaires

Cet enseignement sera conforme aux orientations pédagogiques décrites par les textes officiels nationaux et se fera en fonction d'objectifs définis par le projet pédagogique de chaque école.

Au-delà de la maîtrise des savoirs propres aux activités, chaque intervenant aura le souci du développement global de l'enfant dans ses composantes artistiques, intellectuelles, affectives et sociales.

Les interventions extérieures régulières (temps de co-intervention en présence de l'enseignant de la classe et des élèves) seront au nombre de 2 à 4 séances d'une demi-journée et ne devront pas excéder **24 heures**.

Les interventions sont à réserver aux élèves de cycles 2 et 3, en priorité.

Article 3 : Cadre pédagogique, conditions générales d'organisation et de concertation

Dès lors qu'une intervention est pratiquée sous la responsabilité de l'éducation nationale, celle-ci doit être considérée comme une activité d'enseignement. En ce sens, elle doit répondre à des objectifs pédagogiques et ne saurait être envisagée comme une activité de loisirs. Les interventions proposées aux élèves doivent répondre à des objectifs pédagogiques définis dans le cadre des programmes nationaux des cycles d'enseignement.

Toute action avec le concours d'un intervenant extérieur doit s'inscrire avec cohérence au sein d'une séquence intégrée à une programmation globale de la discipline dans le cadre du projet d'école. Cette programmation doit permettre d'en apprécier la pertinence.

Avant toute mise en place de l'intervention, l'intervenante de la CoVe prendra contact avec l'enseignant pour en déterminer l'organisation pédagogique. Cet échange permettra de définir l'organisation pédagogique des actions d'intervention, les objectifs des séances et les modalités de mise en œuvre : périodes d'intervention, durée des séances, lieux de pratique, contenus, place et rôle de chacun, forme d'organisation des classes retenues, conditions matérielles.

Le projet est pensé conjointement entre l'enseignant et l'intervenant EDD, chacun apportant ses richesses, ses spécificités et ses exigences. L'un comme l'autre peut proposer une idée de départ qui sera ensuite discutée et partagée dans un esprit de co-construction du projet. Il peut donner lieu à l'implication d'autres partenaires du territoire.

Au-delà de la maîtrise des savoirs propres à l'EDD, l'intervenante aura pour objectif de mutualiser des approches actives d'apprentissage en prenant appui sur la démarche scientifique.

L'ensemble de ces éléments seront inscrits dans un projet aux objectifs définis et partagés. Ils seront précisés dans le document : « Demande de projet EDD » co-signé par l'enseignant et l'intervenante, visé par le directeur et soumis à l'Inspectrice de l'Éducation Nationale (IEN) de la circonscription pour validation.

La validation a une durée d'un an et est délivrée pour chacun des projets ayant recours à une intervention extérieure.

L'action ne peut débuter qu'après acceptation et notification de cette validation par l'IEN. Les écoles qui travaillent en collaboration avec des intervenants de la collectivité locale recevront une copie de l'annexe dont le directeur d'école et les enseignants s'engagent à prendre connaissance.

Article 4 : Cadre d'intervention

Calendrier :

- Mai : Co-rédaction du projet par le professeur des écoles et l'intervenant EDD. Un inventaire annuel des thématiques EDD établi par le service prévention déchets et relation à l'usager pourra être mis à disposition des enseignants.
- Mi-juin : Date limite de retour des enseignants
- Fin juin : Validation des projets par l'Éducation Nationale et la CoVe lors d'une commission mixte
- Début juillet : Planification des séances par l'intervenant EDD en lien avec les enseignants.
- 2ème semaine de septembre : Début des interventions EDD dans les écoles
- Milieu d'année : Point d'étape des interventions entre la CoVe et les conseillères pédagogiques

Modalités d'attribution des interventions :

- Critères de sélection des projets
 - Faisabilité des moyens de la CoVe (une trentaine de classes maximum)
 - Équité entre les écoles qui formulent une première demande, et celles ayant déjà bénéficié d'un intervenant EDD.
 - Nombre de classes impliquées dans le même projet pour un même groupe scolaire.
Il est judicieux de favoriser les projets de cycle ou d'école afin de ne pas multiplier les thématiques abordées et de donner une cohérence au parcours EDD des élèves.
 - Prise en compte du projet environnement par rapport au projet d'école
 - Prise en compte du projet par rapport aux projets de territoire en lien avec la stratégie Déchet de la collectivité
 - Prise en compte du nombre de projets dans l'école
- Critères d'attribution du temps d'intervention
 - Projet faisant appel à une réelle « valeur ajoutée » de l'intervenant, technicité du projet
 - En fonction du cycle des élèves
 - Respect des acquis requis avant les interventions
 - Dans la limite des 24h d'interventions régulières globales par classe

Point d'attention : Le territoire de la CoVe s'étend sur 25 communes réparties sur plus de 52000 hectares. De fait, la CoVe accorde une attention particulière à la programmation rationalisée des interventions en fonction des temps nécessaires aux déplacements de l'intervenant.

Article 5 : Rôles respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

Les rôles respectifs des enseignants et des intervenants sont rappelés par la circulaire interministérielle n° 2017-116.

Enseignant

L'enseignant de la classe (ou son remplaçant) assume de façon permanente et effective la responsabilité pédagogique de l'organisation et du déroulement de l'activité, y compris dans le cas de participation d'intervenants extérieurs à l'école (article D. 321-13 du code de l'éducation). Il assure la transversalité du projet en créant du lien avec les autres disciplines étudiées en classe. Tout intervenant extérieur est placé sous son autorité. L'enseignant est présent durant la totalité des séances.

Lorsque les conditions de sécurité ou pédagogiques ne pourront être respectées, la séance sera ajournée par l'enseignant qui aura la charge d'en informer l'intervenant et la collectivité de tutelle.

L'enseignant s'engage à faire respecter le matériel mis à disposition par l'intervenant pour le bon déroulement des séances.

L'enseignant s'engage à aborder les prérequis nécessaires pour initier les interventions EDD. En cas d'absence de l'enseignant, la séance sera ajournée, à moins qu'un autre enseignant ne prenne en charge la classe. Sauf problème majeur, l'intervenant sera informé au plus tard la veille de son intervention si celle-ci doit être annulée. Les annulations sans motifs recevables ne pourront être acceptées et entraîneront une inéligibilité à l'appel à projet de l'année suivante.

Intervenant

Tout intervenant extérieur est placé sous l'autorité et la responsabilité pédagogique de l'enseignant, il ne se substitue pas à celui-ci. Il apporte un éclairage et une expertise technique qui permet une autre forme d'approche, une autre organisation enrichissant l'enseignement dispensé par l'enseignant. Dans certaines organisations pédagogiques où les élèves sont répartis en plusieurs ateliers, il peut être amené à prendre en charge un groupe d'élèves. Dans le cadre de l'organisation générale définie par l'enseignant, l'intervenant prendra toute mesure urgente qui s'impose pour assurer la sécurité des élèves.

Lorsque l'intervenant ne pourra être présent à une ou plusieurs séances, il devra prévenir l'école. L'activité pourra être maintenue uniquement si les conditions de sécurité et d'encadrement sont respectées.

Conformément à la circulaire n° 2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques, tout intervenant extérieur rémunéré ou bénévole est tenu de « respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'il aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école ».

Dans ce cadre et/ou lorsque les conditions de sécurité ou pédagogiques ne pourront pas être respectées la séance sera ajournée ou interrompue par l'enseignant. Ce dernier, en respectant la voie hiérarchique (directeur et IEN), fera part à l'IA-DASEN de tout manquement ou incident ayant eu lieu au cours de l'intervention. L'IA-DASEN en informera la collectivité de tutelle et pourra interrompre toute collaboration avec un intervenant mis à disposition par le partenaire dont le comportement est incompatible avec le bon déroulement du service public de l'éducation.

Article 6 : Modalités logistiques et financières

Conditions matérielles d'interventions :

L'école s'engage à

- Mettre un espace à disposition de l'intervenant (salle de classe, cour d'école...), adapté et prêt pour son intervention.
- Faciliter l'accès de l'intervenant à l'école et à la salle.
- L'intervenant utilisera son matériel mais en cas de besoin, du petit matériel spécifique pourra être demandé à l'enseignant. Les modalités seront définies lors de l'élaboration du projet.

Déplacements :

Un bus pourra être financé par la collectivité sous réserve de disponibilité budgétaire et dans le cadre d'un projet bien défini.

Article 7 : Evaluation – Restitution - Communication

Une restitution auprès de la CoVe sera organisée et/ou envoyée (copie à IEN).

La valorisation du projet global pourra prendre différentes formes :

- Reportage photo lors des différentes séances
- Photo des affichages réalisés lors de la séquence à la suite des interventions
- Photos d'une exposition finale

Un temps d'échange entre les enseignants et l'intervenant pourra être défini au besoin afin de concrétiser cette restitution.

La restitution pourra être mise en avant sur le site Internet de l'école et de la collectivité pour permettre un partage avec les habitants et les autres écoles du territoire

Fiche annexe

Interventions en éducation musicale

Article 1 : Nature des interventions et qualification des intervenants :

La communauté d'agglomération Ventoux-Comtat Venaissin met à disposition des écoles du territoire des personnels rémunérés dont la qualification et les conditions (liste jointe, cf. article 8) répondent aux exigences décrites dans la circulaire 92-196 du 03/07/92, l'arrêté du 10/05/1989, le décret 88-709 du 06/05/88 et la circulaire de la DA de Vaucluse du 09/11 pour apporter une aide éducative aux enseignements dans le domaine artistique.

L'intervenant devra posséder la qualification et les compétences définies par les textes de l'éducation nationale.

Une commission d'habilitation placée sous la responsabilité de l'IEN de la circonscription sera mise en place pour valider tout nouvel intervenant.

Article 2 : Classes concernées et volumes horaires

Cet enseignement sera conforme aux orientations pédagogiques décrites par les textes officiels nationaux et se fera en fonction d'objectifs définis par le projet pédagogique de chaque école.

Au-delà de la maîtrise des savoirs propres aux activités, chaque intervenant aura le souci du développement global de l'enfant dans ses composantes artistiques, intellectuelles, affectives et sociales dans le cadre du parcours d'éducation artistique et culturelle (PEAC).

Le temps de co-intervention en présence des élèves sera de 16 séances de 45 minutes par classe maximum, sauf cas exceptionnel avec un temps supplémentaire accordé après étude du projet.

Les interventions extérieures régulières sont à réserver aux cycles 2 et 3, en priorité.

Article 3 : Conditions générales d'organisation et de concertation

Avant toute mise en place de l'activité, une ou des réunions préparatoires obligatoires seront organisées pour déterminer l'organisation pédagogique des séances (objectifs, contenus, périodes d'intervention, durée des cycles, lieux de pratique, personnes engagées dans l'action, place et rôle de chacun, forme d'organisation de la classe retenue, conditions matérielles,...).

Le projet est pensé conjointement entre l'enseignant et le musicien intervenant, chacun apportant ses richesses, ses spécificités et ses exigences. L'un comme l'autre peuvent proposer une idée de départ qui sera ensuite discutée et partagée dans un esprit de co-construction du projet. Il peut donner lieu à l'implication d'autres partenaires, le musicien intervenant jouant son rôle de médiateur en faisant le lien avec la vie culturelle du territoire de la CoVe.

L'ensemble de ces éléments sera précisé dans un document contractuel, (« projet artistique » et « fiche-action »), co-signé par l'enseignant et le(s) intervenant(s), visé par le directeur et soumis à l'IEN de la circonscription pour agrément.

L'agrément a une durée d'un an et est délivré pour chacun des projets ayant recours à une intervention extérieure.

L'action ne peut débuter qu'après acceptation et notification de l'agrément par l'IEN.

Toute action avec intervenant extérieur doit s'inscrire avec cohérence au sein d'une programmation globale de la discipline dans le cadre du projet d'école. Cette programmation doit permettre d'en apprécier la pertinence.

Les écoles qui travaillent en collaboration avec des intervenants de la collectivité locale recevront une copie de l'annexe dont le directeur d'école et les enseignants s'engagent à prendre connaissance.

Article 4 : Cadre d'interventions

Calendrier :

- Mai : Co-rédaction du projet par le professeur des écoles et le musicien intervenant.
- Un inventaire annuel de projets musicaux établi par le service interventions musicales pourra être mis à disposition des enseignants.
- Mi-juin : Validation des projets par l'Education Nationale et la CoVe lors d'une commission mixte
- Début juillet : Répartition des heures d'interventions entre musiciens intervenants du service interventions musicales de la CoVe.
- 3ème semaine de septembre : Début des interventions musicales dans les écoles

Modalités d'attribution des interventions :

- Critères de sélection des projets :
 - Faisabilité des moyens de la CoVe
 - Équité entre les écoles qui formulent une première demande, et celles ayant déjà bénéficié d'un musicien intervenant.
 - Nombre de classes impliquées dans le même projet pour un même groupe scolaire.
Il est judicieux de favoriser les projets de cycle ou d'école afin de ne pas multiplier les thématiques abordées et de donner une cohérence au parcours artistique et culturel des élèves.
 - Prise en compte du projet musical par rapport au projet d'école
 - Prise en compte du nombre de projets dans l'école
- Critères d'attribution du temps d'interventions :
 - Projet s'appuyant sur une ouverture culturelle, en particulier avec partenariat.
 - Projet faisant appel à une réelle « valeur ajoutée » de l'intervenant, technicité du projet
 - En fonction du cycle des élèves (ex : 30 mn pour les classes de cycle 2 et 45 mn pour les classes de cycles 3)
 - Temps de déplacements nécessaires du musicien intervenant
 - Temps de travail disponible des musiciens intervenants.

Point d'attention : le territoire de la CoVe s'étend sur 25 communes réparties sur plus de 52000 hectares. De fait, la CoVe accorde une attention particulière à la programmation rationalisée des interventions en fonction des temps nécessaires aux déplacements de l'intervenant.

Article 5 : Rôles des acteurs du projet:

L'enseignant

L'enseignant de la classe (ou son remplaçant), assume de façon permanente la responsabilité pédagogique de la mise en œuvre des activités scolaires définies dans le cadre du projet d'école par sa présence et son action effectives. Il assure la transversalité du projet en créant du lien avec les autres disciplines étudiées en classe. Tout intervenant extérieur est placé sous son autorité. L'enseignant est présent durant la totalité des séances.

Lorsque les conditions de sécurité ou pédagogiques ne pourront être respectées, la séance sera ajournée par l'enseignant qui aura la charge d'en informer l'intervenant et la collectivité de tutelle.

En cas d'absence de l'enseignant, la séance sera également ajournée, à moins qu'un enseignant remplaçant ne prenne en charge la classe. Sauf problème majeur, l'intervenant sera informé au plus tard la veille de son intervention, si celle-ci doit être annulée.

L'intervenant

L'intervenant extérieur est placé sous l'autorité de l'enseignant, il ne se substitue pas à celui-ci. Il apporte un éclairage technique qui permet une autre forme d'approche, une autre organisation enrichissant l'enseignement dispensé par l'enseignant.

Dans le cadre de l'organisation générale définie par l'enseignant, l'intervenant prendra toute mesure urgente qui s'impose pour assurer la sécurité des élèves.

Lorsque l'intervenant ne pourra être présent à une ou plusieurs séances, il devra prévenir l'école et son employeur. L'activité pourra être maintenue uniquement si les conditions de sécurité sont respectées.

En cas d'absence prolongée et dans l'optique d'une suppléance prolongée, se reporter à l'article 1.

Article 6 : Modalités logistiques et financières

Conditions matérielles d'intervention :

L'école s'engage à

- Mettre une salle à disposition du musicien intervenant, adaptée et prête pour son intervention
- Faciliter l'accès à l'école et à la salle de musique à l'intervenant
- Favoriser une salle au rez-de-chaussée avec un espace de rangement sécuritaire pour les instruments de musique
- Réserver auprès des communes les salles nécessaires aux manifestations particulières et ponctuelles liées au projet.

Article 7 : Evaluation

La valorisation du projet peut prendre différentes formes. La présentation finale sera adaptée au contenu pédagogique.

L'évaluation des projets doit être partagée par le musicien et l'enseignant. Les outils d'évaluation du projet seront établis en amont. Un temps de concertation régulier entre les enseignants et l'intervenant sera nécessaire pour donner la possibilité de réguler, programmer, organiser, évaluer les actions.

Fiche annexe

Interventions en milieu scolaire dans le cadre d'un partenariat tripartite : réseau des bibliothèques de la CoVe/bibliothèques municipales ou associatives/écoles du premier degré

Article 1 : Nature et objet d'intervention

Conformément aux directives de l'État et du ministère de l'Éducation nationale (BO n°28 09/07/2015), le réseau des bibliothèques met en œuvre des projets d'éducation artistique et culturelle. Nous privilégions donc les partenariats dans le cadre défini par la charte élaborée par le Haut conseil de l'éducation artistique et culturelle le 08 juillet 2016.

Cette offre, construite en partenariat entre le réseau des bibliothèques de la CoVe, les bibliothèques municipales et associatives du territoire et les enseignants des établissements scolaires du premier degré se décline sur tout le territoire de la CoVe.

Les axes forts d'intervention du réseau des bibliothèques de la CoVe, dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle, s'articulent donc autour :

- de rencontres avec des artistes,
- d'ateliers artistiques menés par les artistes,
- de programmation de spectacles et d'expositions,
- d'ateliers d'éducation à l'image et aux médias.
- d'interventions auprès des parents et des enfants dans le cadre de temps de « lectures partagées ».

Ces axes ont pour objectifs de permettre aux jeunes du territoire et à leurs familles de :

- construire une familiarité active, dès le plus jeune âge et à différentes étapes de la scolarité, avec les livres, la lecture et les propositions artistiques, tant dans des lieux d'accueil qu'au sein des familles,
- créer les conditions d'une expérience collective, partagée à travers la littérature permettant la construction de liens sociaux,
- d'approfondir la découverte d'une œuvre et d'un univers artistique, rencontrer des artistes, s'initier à une pratique artistique,
- participer à la lutte contre les discriminations et les inégalités sociales, en prévenant l'illettrisme et en utilisant le livre comme vecteur d'inclusion sociale,
- découvrir des lieux culturels du territoire,
- accompagner les professionnels dans la mise en place de projets autour du livre.

Article 2 : Classes concernées et volumes horaires

Les classes concernées sont de la maternelle au CM2. Le volume horaire dépend de la nature du projet.

Article 3 : Conditions générales d'organisation et de concertation

Chaque année, le réseau des bibliothèques de la CoVe invite des artistes dans le cadre de sa programmation culturelle en partenariat avec les bibliothèques du territoire. Elle s'articule autour de spectacles, rencontres d'artistes, d'ateliers artistiques, d'ateliers d'éducation aux médias et à l'information et d'expositions d'artistes.

Les propositions d'interventions en milieu scolaire sont construites à partir de cette programmation culturelle annuelle et sont donc renouvelées chaque année en fonction des artistes invités par le réseau des bibliothèques de la CoVe.

Article 4 : Cadre d'intervention

Les grands axes et les publics cibles de l'année scolaire à venir seront présentés lors de la commission mixte du mois de juin.

Les bibliothèques du territoire choisissent- dans la programmation élaborée par la coordination du réseau des bibliothèques de la CoVe- les interventions qu'elles souhaitent accompagner au sein de leur structure et de leur commune. Ce sont elles qui proposent les actions aux enseignants de leur commune et qui ont des relations privilégiées avec les enseignants.

L'action proposée doit s'inscrire avec cohérence au sein d'une programmation globale de la discipline dans le cadre du projet d'école.

Cet enseignement sera conforme aux orientations pédagogiques décrites par les textes officiels nationaux et se fera en fonction d'objectifs définis par le projet pédagogique de chaque école.

Au-delà de la maîtrise des savoirs propres aux activités, chaque intervenant aura le souci du développement global de l'enfant dans ses composantes artistiques, intellectuelles, affectives et sociales.

La coordination du réseau des bibliothèques s'assure de la cohérence des interventions et veille à une équité de traitement sur l'ensemble du territoire lissée sur trois ans.

Les propositions qui permettent des temps d'interventions des artistes en milieu scolaire et un temps ouvert aux familles (exemple : des ateliers artistiques en classe suivi d'un spectacle en bibliothèque ouvert à tous) sont favorisées.

Article 5 : Rôle de l'enseignant et de l'intervenant

Les réunions préparatoires

Avant toute mise en place de l'activité, une ou des réunions préparatoires obligatoires sont organisées pour déterminer l'organisation pédagogique des séances : objectifs, contenus, périodes d'intervention, durée des cycles, lieux de pratique, personnes engagées dans l'action, place et rôle de chacun, forme d'organisation de la classe retenue, conditions matérielles...

La coordination du réseau, la bibliothèque référente et l'enseignant sont présents lors des réunions préparatoires. L'ensemble de ces éléments est précisé dans un document de synthèse.

Préparation de l'intervention de l'artiste

La préparation de la venue de l'artiste est indispensable : aucune intervention ne peut être mise en place sans préparation préalable des élèves.

En amont de l'intervention de l'artiste, les bibliothèques municipales ou associatives assurent avec le soutien de la coordination du réseau des bibliothèques de la CoVe, en co- construction avec l'enseignant, la préparation de la rencontre:

- lectures d'ouvrages de l'auteur/illustrateur, mise en place d'ateliers et jeux littéraires... afin de permettre aux élèves d'appréhender l'œuvre de l'artiste,
- accompagnement documentaire ou pour constituer une bibliographie (prêts de livres de l'auteur, bibliographie autour du spectacle, découverte de l'univers artistique de l'illustrateur...)

Chaque enseignant bénéficie d'une carte professionnelle de bibliothèque gratuite pour alimenter ses projets. Il doit en faire la demande dans sa commune d'enseignement.

Rôle de l'enseignant

L'enseignant est le garant du fait que les élèves soient préparés à la venue de l'artiste (connaissance de son œuvre, travail en lien avec le travail artistique ou la thématique abordée...).

L'enseignant de la classe (ou son remplaçant), assume de façon permanente la responsabilité pédagogique de la mise en œuvre des activités scolaires définies dans le cadre du projet d'école par sa présence et son action effectives.

Lorsque les conditions de sécurité ou pédagogiques ne pourront être respectées, la séance sera ajournée par l'enseignant qui aura la charge d'en informer la bibliothèque et la coordination du réseau des bibliothèques de la CoVe, qui en informera l'intervenant.

Rôle de l'intervenant

L'intervenant extérieur ne se substitue pas à l'enseignant. Il apporte un éclairage technique qui permet une autre forme d'approche, une autre organisation enrichissant l'enseignement dispensé par le maître.

Lorsque l'intervenant ne pourra être présent à une ou plusieurs séances, il devra prévenir l'école et son employeur.

Article 6 : Modalités logistiques et financières

Le réseau des bibliothèques de la CoVe assure :

- la coordination du projet,
- la logistique de la venue de l'artiste,
- la communication,
- le coût d'intervention et de déplacement (transport et hébergement) de l'artiste.

L'école accueillante assure :

- Le coût du déjeuner des artistes,
- La mise à disposition d'un espace adapté lorsque les interventions ont lieu au sein de l'école,
- Les déplacements des élèves lorsque les interventions/spectacles ont lieu dans un lieu extérieur,
- La diffusion de l'information auprès des familles :
 - tant du point de vue de l'action qui se déroule en temps scolaire afin de la valoriser
 - que de la diffusion de l'information du spectacle / interventions artistiques proposée hors temps scolaire en bibliothèque par l'artiste.

Ceci dans l'objectif de répondre aux attentes du PEAC qui prend en compte les jeunes et leur famille dans les différents temps de vie.

Article 7 : Evaluation

L'évaluation des projets est partagée entre l'intervenant, les bibliothécaires et l'enseignant. Un temps de concertation entre les enseignants et l'intervenant est nécessaire pour donner la possibilité de réguler, programmer, organiser, évaluer les actions.

Article 8 : Communication

La valorisation du projet peut prendre différentes formes. La présentation finale sera adaptée au contenu pédagogique.

Le projet peut être valorisé sur les sites internet des partenaires ainsi que sur les réseaux sociaux de la CoVe en respectant la confidentialité et le droit à l'image.

Fiche annexe

Interventions en Histoire des Arts, Patrimoines et Citoyenneté

Article 1 : Nature et objet de l'intervention

La CoVe, labellisée "Pays d'Art et d'Histoire" par le Ministère de la Culture, a notamment pour mission la sensibilisation des enfants du territoire aux patrimoines locaux et à la citoyenneté.

Dans ce contexte, l'établissement culturel intercommunal « le Forum des Patrimoines », situé à Carpentras, joue un rôle central en accueillant les classes du territoire dans le cadre des ateliers du patrimoine, d'expositions temporaires ou des dispositifs des grands rendez-vous nationaux, ainsi que lors de rencontres d'artistes ou d'artisans d'art. Ces actions pédagogiques se déploient également sur l'ensemble du territoire intercommunal.

Ces missions s'inscrivent dans un accord cadre national entre le ministère de la culture et le ministère de l'Éducation nationale. Cette labellisation engage la CoVe à recourir à du personnel qualifié et formé, les médiateurs et médiatrices du patrimoine, dont les connaissances scientifiques sont contrôlées par le ministère de la culture. Ils sont tous titulaires de la carte d'agrément préfectoral de guide-conférencier, qui les habilite à agir.

Toutes les actions proposées par la CoVe dans ce cadre sont relayées auprès de l'Éducation nationale sur sa plateforme de généralisation et d'application de l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC).

Article 1a : Projet Histoire des Arts, Patrimoine Local et Citoyenneté, cadre pédagogique

Chaque année, à la fin du 2^{ème} trimestre, le service culture et patrimoine de la CoVe communique les thématiques du patrimoine local et citoyenneté retenues dans leur programmation aux deux IEN partenaires pour l'année scolaire suivante. Ces thématiques seront cataloguées sur la plateforme de généralisation et d'application de l'Éducation Artistique et Culturelle (EAC) et feront l'objet d'un recueil en version numérique téléchargeable sur le site web de la CoVe et en version papier mis à la disposition des enseignants dans les IEN. Ce recueil n'est pas exhaustif et se veut indicatif. Le service culture et patrimoine de la CoVe se tenant à la disposition des enseignants pour concevoir des séances sur mesure adaptées aux projets spécifiques de chaque enseignant.

Article 1b : Interventions ponctuelles

Les interventions ponctuelles (visites des expositions temporaires, dispositifs nationaux du type « Levez-les yeux ! », « La classe l'oeuvre ! », « Une œuvre, un chantier », etc.) sont proposées par le service Culture et Patrimoine de la CoVe :

- soit dans le cadre d'interventions « clé-en-main » au Forum des Patrimoines ou en extérieurs, dont la liste est présentée lors de la réunion des directeurs des établissements scolaires.
- soit tout au long de l'année scolaire en fonction de la programmation culturelle du service.

Article 2 : Classes concernées et volume de pratique

Les classes concernées sont de la maternelle au CM2.

Le volume de pratique est défini en fonction du projet.

Article 3 : Conditions Générales d'Organisation et de Concertation

Avant la mise en place de toute activité, des réunions préparatoires seront obligatoirement organisées pour déterminer l'organisation pédagogique et le nombre de séances. Cela inclut les objectifs, les contenus, les périodes d'intervention, la durée des cycles, les lieux de pratique, les personnes impliquées, le rôle de chacun, la forme d'organisation de la classe, les conditions matérielles et de sécurité, etc.

Cet enseignement en EAC respectera les orientations pédagogiques nationales et les objectifs définis par le projet pédagogique de chaque école. Au-delà des savoirs spécifiques, chaque médiateur du patrimoine aura à cœur le développement global de l'enfant et son ouverture culturelle. Les médiateurs du patrimoine intervenants doivent posséder les qualifications définies par les textes de l'Éducation nationale.

Article 4 : Cadre d'intervention

- **Calendrier d'Intervention :**

Le calendrier global d'intervention sera établi en concertation entre l'Inspection de l'Éducation Nationale et le service culture et patrimoine de la CoVe, lors des réunions préparatoires mentionnées à l'article 1. Il prendra en considération les contraintes du calendrier scolaire et s'harmonisera avec les périodes propices à l'exploration du patrimoine local. Après concertation entre l'enseignant et le médiateur du patrimoine intervenant, le récapitulatif du planning détaillé des dates d'interventions sera envoyé par le service culture et patrimoine par mail à l'enseignant avec copie à l'IEN dans le courant de la semaine suivant la rentrée scolaire de septembre. Par la suite, tout changement de date, qu'il soit du fait de l'un ou l'autre des partenaires, devra être signalé par l'enseignant à son IEN de rattachement.

- **Modalités d'Inscription :**

Les enseignants souhaitant bénéficier d'interventions dans le cadre d'un projet « Histoire des Arts, Patrimoine Local et Citoyenneté » devront remplir le document d'inscription « projet histoire des arts » fourni par leur Inspection de l'Éducation Nationale de rattachement et le transmettre, avant la date limite indiquée, pour validation à leur IEN et au service Culture et Patrimoine de la CoVe. Une réunion préalable menée par les conseillers pédagogiques et le service culture et patrimoine fera une prélecture des dossiers. Ces demandes seront soumises à la validation d'une séance du comité de suivi se tenant fin juin. Les projets validés seront co-signés par l'enseignant et les médiateurs du patrimoine intervenants et visés par le directeur d'établissement et l'IEN.

Les enseignants souhaitant bénéficier d'interventions ponctuelles du service culture et patrimoine de la CoVe peuvent s'adresser directement à ce service tout au long de l'année et demander une autorisation de sortie au directeur de leur établissement.

- **Critères de sélection :**

- adéquation entre le projet Histoire Des Arts et le projet de classe ;
- harmonisation des projets sur le territoire de la CoVe

Article 5 : Rôles respectifs des enseignants et intervenants

- **Rôle de l'Enseignant :**

L'enseignant assume la responsabilité pédagogique de la mise en œuvre des activités scolaires définies dans le cadre du projet d'école. Il est garant de l'autorité et de la sécurité de sa classe. En cas d'absence de l'enseignant, la séance sera ajournée, sauf si un remplaçant prend en charge la classe. L'enseignant s'engage à informer le médiateur du patrimoine de la CoVe de tout changement ou annulation au plus tard la veille de la séance.

- **Rôle du médiateur du patrimoine intervenant :**

Le médiateur du patrimoine de la CoVe ne se substitue pas à l'enseignant. Il apporte un éclairage historique et technique sur les patrimoines du Pays d'art et d'histoire, il sensibilise chaque enfant à la citoyenneté et lui offre une ouverture à la culture et aux pratiques artistiques. Dans le cadre de son statut d'agent de la fonction publique, il est habilité à délivrer des contenus en histoire des civilisations et des religions, conformes aux programmes nationaux d'histoire et d'éducation morale et civique du ministère de l'Éducation nationale et conformes aux principes de la laïcité, de la neutralité et du respect des règles républicaines.

En cas d'absence du médiateur du patrimoine de la CoVe, celui-ci devra en informer l'enseignant au plus tard la veille de la séance et, dans la mesure du possible, reprogrammer avec lui une séance de rattrapage.

Article 6 : Modalités logistiques et financières

- **Les lieux :**
Les séances des projets histoire des arts, patrimoine local et citoyenneté se déroulent sur le territoire des 25 communes du Pays d'Art et d'Histoire. Le Forum des Patrimoines de la CoVe, situé à Carpentras, est le principal lieu d'accueil des classes du territoire. En fonction des contenus de chaque projet, les classes sont reçues en extérieur, que cela soit en milieu urbain ou en milieu rural, mais aussi à l'intérieur de monuments ou d'établissements culturels. Certains ateliers nécessitant un matériel spécifique peuvent se dérouler dans les établissements scolaires. Dans ce cas, une salle adaptée et prête pour son intervention sera mise à disposition du médiateur du patrimoine par l'établissement.
Les modalités spécifiques seront définies lors des réunions préparatoires comme indiqué dans l'article 1.
- **Déplacement des élèves :**
Les frais liés au déplacement des élèves dans le cadre des activités prévues par cette convention seront à la charge des écoles participantes. Ces déplacements devront respecter les normes de sécurité en vigueur, et les autorisations parentales nécessaires devront être obtenues préalablement par les enseignants.
- **Mesures de sécurité :**
En cas d'alerte météo de niveau orange ou rouge signalée par la Préfecture, les sorties en extérieur sont ajournées et une date de report est proposée selon la possibilité de l'intervenant. Dans le cadre du plan Vigipirate, les activités du projet patrimoine sont susceptibles d'être adaptées pour se mettre en conformité avec les mesures des niveaux d'alerte 2 « sécurité renforcée alerte attentat » et 3 « urgence attentat ». Les sorties sur la voie publique et les lieux de culte sont systématiquement signalées par le service culture et patrimoine de la CoVe à l'agent de prévention des risques de la CoVe, qui en relaie l'information auprès des forces de police. La CoVe met en place des mesures de contrôle d'identité ou de contrôle visuel des sacs à l'entrée du Forum des patrimoines.
- **Liste des intervenants :** voir annexe

Article 7 : Évaluation

Une évaluation-bilan des projets est réalisée entre l'intervenant et l'enseignant à la fin de chaque projet. De plus, l'enseignant et l'intervenant se ménagent des temps de concertation régulièrement au cours du projet pour se donner la possibilité de réguler et de réadapter les actions si besoin.

Article 8 : Communication

La valorisation du projet peut prendre différentes formes matérielles (expositions, édition, performance, ...) ou immatérielles (contenus numériques, films, podcasts...). La présentation finale sera adaptée au contenu pédagogique de chaque projet en concertation avec l'enseignant.

Le projet peut être valorisé sur les sites internet des partenaires ainsi que sur les réseaux sociaux de la CoVe en respectant la confidentialité et le droit à l'image.

Fiche annexe

Organisation d'activités impliquant des intervenants extérieurs réguliers rémunérés en Education Physique et Sportive

Article 1 : *définition de l'activité concernée et qualification des intervenants*

L'objet de cette annexe est d'organiser les modalités de partenariat autour des enseignements en Education Physique et Sportive, plus particulièrement par la mise en place d'actions concourant à l'éducation, à la réussite et à l'épanouissement des élèves en lien avec les programmes et le socle commun.

La plupart des activités physiques et sportives organisées dans le cadre des enseignements réguliers peuvent être encadrées par l'enseignant seul, d'autres nécessitent un taux d'encadrement renforcé ou présentent des spécificités et une technicité incitant à un encadrement particulier (activités physiques de pleine nature, cyclisme sur route, gymnastique sportive, sports innovants ...).

Un personnel agréé et disposant d'une qualification définie par l'État peut assister l'équipe pédagogique (article L. 312-3 du code de l'éducation). Le concours des intervenants extérieurs professionnels et bénévoles pour l'enseignement de l'éducation physique et sportive dans le premier degré est défini par le décret n° 2017-766 du 4 mai 2017 et la circulaire interministérielle n° 2017-116 du 6 octobre 2017. Les fonctionnaires dont les statuts particuliers prévoient l'enseignement ou l'encadrement d'une activité sportive sont réputés agréés pour l'activité concernée

La CoVe met à disposition des écoles élémentaires de son territoire (cf. annexe 1 pour le détail des écoles concernées) :

- Les Éducateurs Territoriaux des Activités Physiques et Sportives (ETAPS) définis en annexe 2, à mettre à jour à chaque rentrée scolaire et en cas de modification en cours d'année
- Le matériel sportif permettant la pratique des APSA programmées peut également être mis à disposition lorsqu'il apporte une plus-value technique

Pour être autorisés à apporter leur concours à l'enseignement en éducation physique et sportive, les ETAPS de la CoVe doivent intervenir dans le cadre des missions prévues par leur statut particulier et être en possession de leur carte professionnelle en cours de validité.

Article 2 : *Classes concernées et volume de pratique*

Les interventions des ETAPS de la CoVe seront destinées prioritairement aux élèves de cycle 3 et de cycle 2, avec une plus-value de cet apport identifiée au regard des activités et critères définis ci-dessous :

- Activités à encadrement renforcé (définies par la circulaire interministérielle n° 2017-116)
- Natation scolaire
- Activités de pleine nature (APPN)
- Activités avec une composante technique élevée (gymnastique ...)
- Activités innovantes

Les interventions extérieures régulières (temps de co-intervention en présence de l'enseignant de la classe et des élèves) ne devront pas excéder les volumes horaires définis ci-dessous, sauf en cas d'actions ponctuelles exceptionnelles :

- 36 heures dans l'année scolaire en cycle 3, où ces interventions sont prioritaires
- 24 heures en cycle 2 (priorité sera donnée aux projets portant sur la natation)
- Interventions exceptionnelles en cycle 1 (exemple : en lien avec des voyages scolaires avec nuitée, actions éducatives innovantes ...)

Article 3 : Cadre pédagogique, conditions générales d'organisation et de concertation

Dès lors qu'une activité physique ou sportive est pratiquée sous la responsabilité de l'éducation nationale, celle-ci doit être considérée comme une activité d'enseignement. En ce sens, elle doit répondre à des objectifs pédagogiques et ne saurait être envisagée comme une activité de loisir. Les activités physiques et sportives proposées aux élèves doivent répondre à des objectifs pédagogiques définis dans le cadre des programmes nationaux des cycles d'enseignement.

Au-delà de la maîtrise des savoirs propres aux activités, chaque intervenant aura le souci du développement global de l'enfant dans ses composantes motrices, intellectuelles, affectives et sociales.

Article 4 : Cadre d'intervention, lien avec la commission mixte

Toute action avec le concours d'un intervenant extérieur doit s'inscrire avec cohérence au sein d'une programmation globale de la discipline dans le cadre du projet d'école. Cette programmation doit permettre d'en apprécier la pertinence.

Avant toute mise en place de l'activité, une réunion préparatoire obligatoire sera organisée entre les enseignants des classes concernées, l'ETAPS et les autres intervenants éventuels (cf. « 4. Sécurité des élèves ») pour déterminer l'organisation pédagogique. Cette réunion permettra de définir l'organisation pédagogique du cycle d'apprentissage et des séances, les objectifs des séquences et les modalités de mise en œuvre :

- périodes d'intervention
- durée des cycles d'apprentissage
- lieux de pratique
- contenus
- personnes engagées dans l'action
- place et rôle de chacun
- forme d'organisation des classes retenues
- conditions matérielles

L'ensemble de ces éléments permettront aux intervenants de s'inscrire dans un projet aux objectifs définis et partagés. Ils seront précisés dans un document contractuel, « Dispositif-cadre », co-signé par l'enseignant et les intervenants, visé par le directeur et soumis à l'Inspectrice de l'Éducation Nationale (IEN) de la circonscription pour validation.

Le dispositif-cadre sera présenté à la commission mixte définie à l'article 3 de la convention.

Article 5 : Rôles respectifs des enseignants et des intervenants extérieurs

Les rôles respectifs des enseignants et des intervenants sont rappelés par la circulaire interministérielle n° 2017-116.

Tout intervenant extérieur est placé sous l'autorité et la responsabilité pédagogique de l'enseignant, il ne se substitue pas à celui-ci. Il apporte un éclairage et une expertise technique qui permet une autre forme d'approche, une autre organisation enrichissant l'enseignement dispensé par l'enseignant. Dans certaines organisations pédagogiques où les élèves sont répartis en plusieurs ateliers, il peut être amené à prendre en charge un groupe d'élèves. Dans le cadre de l'organisation générale définie par l'enseignant, l'intervenant prendra toute mesure urgente qui s'impose pour assurer la sécurité des élèves.

L'enseignant de la classe (ou son remplaçant) assume de façon permanente et effective la responsabilité pédagogique de l'organisation et du déroulement de l'activité, y compris dans le cas de participation d'intervenants extérieurs à l'école (article D. 321-13 du code de l'éducation).

En cas d'absence de l'enseignant, la séance sera ajournée, à moins qu'un autre enseignant ne prenne en charge la classe. Sauf problème majeur, l'intervenant sera informé au plus tard la veille de son intervention si celle-ci doit être annulée.

Lorsque l'intervenant ne pourra pas être présent à une ou plusieurs séances, il devra prévenir l'école et son employeur. L'activité pourra être maintenue uniquement si les conditions de sécurité et d'encadrement sont respectées.

Conformément à la circulaire n° 2014-088 du 9 juillet 2014 relative au règlement type départemental des écoles maternelles et élémentaires publiques, tout intervenant extérieur rémunéré ou bénévole est tenu de « respecter les personnels, adopter une attitude bienveillante à l'égard des élèves, s'abstenir de tout propos ou comportement qui pourrait choquer, et faire preuve d'une absolue réserve concernant les observations ou informations qu'il aurait pu recueillir lors de son intervention dans l'école ».

Dans ce cadre et/ou lorsque les conditions de sécurité ou pédagogiques ne pourront pas être respectées la séance sera ajournée ou interrompue par l'enseignant. Ce dernier, en respectant la voie hiérarchique (directeur et IEN), fera part à l'IA-DASEN de tout manquement ou incident ayant eu lieu au cours de l'intervention. L'IA-DASEN en informera la collectivité de tutelle et pourra interrompre toute collaboration avec un intervenant mis à disposition par le partenaire dont le comportement est incompatible avec le bon déroulement du service public de l'éducation.

Article 6 : Sécurité des élèves

Pour la mise en œuvre de l'activité l'enseignant peut être aidé par des intervenants agréés, professionnels ou bénévoles, en conformité avec les normes d'encadrement et de sécurité définies dans la circulaire interministérielle n° 2017-116. Elle définit dans son annexe 1 les taux d'encadrement des élèves pour les activités physiques et sportives, dont certaines nécessitent un taux d'encadrement renforcé. Pour ces activités à encadrement renforcé, le taux d'encadrement est toujours d'au moins deux adultes qualifiés dont le maître de la classe :

- Jusqu'à 24 élèves, l'enseignant plus un intervenant agréé ou un autre enseignant
- Au-delà de 24 élèves, un intervenant agréé ou un autre enseignant supplémentaire pour 12 élèves

« Ces taux constituent une exigence minimale d'encadrement. Toutefois, dans le respect de ces exigences, il revient à l'enseignant de définir le nombre d'encadrants nécessaires en

tenant compte de l'âge des élèves, de leur pratique de l'activité et de l'activité concernée » (circulaire interministérielle n° 2017-166).

Pour le cyclisme sur route et en milieu ouvert, réservé aux élèves de cycle 3 (et de CE2 si les conditions de pratique et le niveau de motricité des élèves le permettent) un taux d'encadrement d'un adulte agréé pour 6 élèves est préconisé.

Au regard de la spécificité de certaines activités, le recours à des intervenants extérieurs bénévoles en complément au dispositif initialement prévu est possible. L'agrément prévu par l'article L. 312-3 du code de l'éducation est délivré après vérification des compétences dites techniques et de l'honorabilité de l'intervenant. L'agrément a une durée d'une année scolaire. L'action ne peut débuter qu'après acceptation de l'agrément par l'IA-DASEN et notification par l'IEN.

Article 7 : Evaluation du dispositif

En fin d'année scolaire un bilan de l'action est demandé à chaque école. La synthèse des bilans de chaque école permet d'adapter le travail de préparation de la rentrée suivante en commission mixte.

**PROJET DE CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA
COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION VENTOUX COMTAT VENAISIN ET
LA DIRECTION DES SERVICES DÉPARTEMENTAUX
DE L'ÉDUCATION NATIONALE DE VAUCLUSE**

Entre :

La communauté d'agglomération Ventoux – Comtat Venaissin représentée par Madame Jacqueline Bouyac, présidente,
ci-après désignée « la CoVe »

Et

La Direction des Services Départementaux de l'Éducation Nationale de Vaucluse
Représentée par l'inspecteur d'académie, directeur académique des services de l'éducation nationale de Vaucluse, Monsieur Philippe KOSZYK,
Ci-après désigné « IA-DASEN »

Vu les statuts de la CoVe et notamment ses compétences en matière d'actions éducatives, culturelles, politique de la ville, environnement et développement durable d'intérêt communautaire,

Vu les partenariats existants entre l'Education Nationale et la CoVe,

Considérant la volonté politique des élus de la communauté d'agglomération Ventoux Comtat Venaissin de proposer aux élèves des écoles du territoire des interventions en temps scolaires contribuant au développement de leurs apprentissages dans les domaines culture et patrimoine, lecture publique, musique, sport, développement durable, santé et prévention.

Il est convenu les points suivants,

PREAMBULE

La CoVe et la Direction académique des services de l'Education Nationale de Vaucluse se reconnaissent réciproquement la qualité de partenaires, dans le respect et la spécificité de chacun.

Le partenariat entre la CoVe et l'Education Nationale constitue l'ADN des politiques éducatives locales.

En effet, dès la période du district, les maires des communes adhérentes ont souhaité s'investir dans l'éducation des enfants de leurs villages en finançant des postes d'éducateurs sportifs et d'intervenants musiciens pour enseigner ces disciplines dans le temps scolaire.

Avec l'évolution de ses compétences (Politique de la Ville, Culture et Patrimoine, Lecture Publique, Environnement, Gestion des déchets, gestion de deux ERPI, etc.), le soutien de la CoVe dans l'éducation des enfants et jeunes du territoire s'est largement développé.

Les compétences de la CoVe mobilisées sur le champ éducatif :

ACTIONS SPORTIVES : mise à disposition d'intervenants extérieurs réguliers rémunérés dans le cadre d'un co-enseignement des activités physiques et sportives en milieu scolaire

INTERVENTIONS MUSICALES : mise à disposition d'intervenants extérieurs réguliers rémunérés offrant une aide technique aux professeurs des écoles élémentaires du territoire de la CoVe permettant de mener des projets musicaux variés, de qualité et adaptés aux projets pédagogiques des établissements scolaires.

ERPI : mise à disposition d'agents CoVe (atsem, ...) auprès de l'équipe pédagogique

PATRIMOINE :

- Mise en place d'ateliers éducatifs du patrimoine qui visent à conforter les différentes notions du socle commun définies par l'Education Nationale en histoire-géographie, histoire des arts, citoyenneté, arts visuels, mathématiques, sciences et patrimoine local.
- Participation au dispositif « Vacances apprenantes »

LECTURE PUBLIQUE

Le réseau des bibliothèques de la CoVe, en partenariat avec les bibliothèques du territoire, propose des actions s'inscrivant dans le cadre de l'éducation artistique et culturelle notamment:

- la rencontre avec des artistes en particulier des auteurs/illustrateurs
- des ateliers de pratiques artistiques animés par les artistes
- des spectacles et des expositions.
- des ateliers d'éducation aux médias et à l'information.
- des temps de lectures partagées parents-enfants.

POLITIQUE DE LA VILLE et SECURITE ET PREVENTION DE LA DELINQUANCE: signature de la CoVe de la convention « Cité Educative », et actions en milieu scolaire ou en lien avec le milieu scolaire et soutenues financièrement par la CoVe dans le cadre du contrat de ville ou du CISPD (subvention, mise à disposition de personnel, portage du dispositif PRE, ...)

GESTION DES DECHETS : interventions éducation au développement durable sur les thèmes suivants : Tri et recyclage des déchets – Compostage – Gaspillage alimentaire – Déchets équipements électriques et électroniques (DEEE) – Réduisons nos déchets ! – D'où vient mon jean ? – Le plastique ce n'est pas si fantastique !

Pour mettre en œuvre l'ensemble de ces actions, la CoVe a un rôle de financeur direct ou indirect, d'opérateur et de coordonnateur en fonction de la nature de l'intervention. Ainsi, annuellement, la CoVe mobilise près de 27ETP pour un coût total de plus de 900 000€ auxquels s'ajoutent près de 148 000€ de dépenses de matériel pour réaliser l'ensemble de ces actions.

ARTICLE 1 - OBJET

La présente convention vise à mettre en application :

- les attendus de la CoVe :
 1. Donner de la visibilité à sa politique éducative de l'école au lycée
 2. Consolider son partenariat avec l'EN
 3. Assurer que la programmation des interventions garantisse le maintien des missions des agents mobilisés par la COVE (nb d'heures par ETP).
 4. Fluidifier le process d'intervention en milieu scolaire par domaine: de la demande de l'enseignant à la validation et mise en œuvre
 5. Valoriser sa politique éducative auprès du grand public en communiquant sur ses différents supports médias dans le respect du droit à l'image individuel et de la réglementation RGPD.

— les attendus de l'Education Nationale :

1. Consolider son partenariat avec la COVE.
2. Inscrire les interventions dans le cadre d'un parcours élève.
3. Bénéficier de l'expertise d'intervenants agréés et qualifiés
4. Lier les contenus des interventions avec les programmes d'enseignement des niveaux concernés.
5. Apporter une plus-value aux enseignements.

ARTICLE 2 - OBJECTIFS

Les objectifs de cette politique partagée sont les suivants :

2.1 Donner accès à tous les élèves des écoles du territoire à des connaissances et apprentissages dans des domaines très divers s'intégrant dans un parcours éducatif individuel global.

2.2 Contribuer à développer des comportements éco-citoyens chez les élèves et le personnel encadrant du territoire ou venant sur le territoire.

2.3 Expérimenter des approches pédagogiques et des modalités d'organisation alternatives ou innovantes.

2.4 Développer des démarches complètes et actives d'apprentissage. Les démarches pédagogiques mises en œuvre par les différents acteurs dans le cadre de cette convention veilleront à s'appuyer sur les contenus des programmes de l'Education Nationale, à découvrir et étudier les différentes composantes du territoire d'action, à mobiliser des approches didactiques variées, à croiser les regards des différents acteurs, à rendre les élèves acteurs de leur territoire.

ARTICLE 3 – MODALITES

La présente convention vise à cadrer la mise en œuvre de l'ensemble de ces actions destinées aux classes des établissements scolaires primaires publiques situées dans les 25 communes du territoire d'action.

Le dispositif repose sur les souhaits et besoins pédagogiques des équipes enseignantes locales et il leur revient de concevoir ces projets, en conformité avec les objectifs et dans le cadre des directives (réglementaires et pédagogiques) de l'Education Nationale.

Cas particulier de la Lecture Publique qui s'appuie pour sa part sur la programmation culturelle du service culture et patrimoine de la CoVe qui propose des actions s'inscrivant dans le Programme d'Education Artistique et Culturel.

Ainsi, chaque enseignant volontaire établit dès sa candidature un projet pédagogique, qui sera validé par la commission mixte, pour une mise en œuvre l'année scolaire suivante. Sur la base de ce projet pédagogique, le programme de chaque classe sera construit en collaboration entre l'enseignant et la CoVe avec l'appui de ses intervenants. Des propositions d'interventions ponctuelles peuvent être étudiées tout au long de l'année dès lors qu'elles sont en conformité avec les objectifs de l'EN.

La CoVe met à disposition des enseignants des ressources humaines, pédagogiques et matérielles sous réserve des possibilités.

Pour chaque domaine d'intervention, une annexe précisera les spécificités de fonctionnement. Un inventaire annuel sera éventuellement mis à disposition et présenté aux enseignants.

Les programmes seront mis en œuvre suivant une co-intervention entre les enseignants et les intervenants de la CoVe et/ou les partenaires associés.

Les enseignants s'engagent à participer à la restitution organisée par le service, visant à valoriser le travail et l'investissement des élèves.

ARTICLE 4 – ANIMATION ET SUIVI DE LA CONVENTION – FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION MIXTE

La commission mixte veille à la conformité de la mise en œuvre de la présente convention et en assure l'évaluation. Elle est composée :

- Pour la CoVe : du directeur de la cohésion sociale et d'un technicien par domaine d'intervention
- Des IEN de circonscription et des conseillers pédagogiques

Elle se réunit chaque année au mois de juin pour étudier les demandes de projets des enseignants ainsi que les propositions des services de la CoVe.

Elle pourra ponctuellement se réunir en fonction des besoins spécifiques tout au long de l'année scolaire.

ARTICLE 5 – ENGAGEMENTS DES SIGNATAIRES

5.1 Engagements de la CoVe :

La CoVe s'engage à :

- mobiliser les ressources nécessaires, en fonction des dotations allouées, pour accompagner la réalisation des programmes annuels ;
- mobiliser des intervenants qualifiés et agréés par le ministère de l'Education nationale dès lors que l'intervention est régulière ;
- diffuser toutes les informations en rapport avec l'objet de la présente convention ;
- évaluer auprès des enseignants la qualité des projets soutenus ;
- participer à la commission mixte de la présente convention.
- informer les inspections du recrutement de nouveaux intervenants et fournir une liste des intervenants de la Cove dans les divers domaines à chaque rentrée scolaire.

5.2 Engagements de l'Education Nationale

L'Education nationale s'engage à :

- faire connaître la convention et le partenariat dans les établissements scolaires ;
- assurer la mise en œuvre de la campagne annuelle de candidature des projets des enseignants ;
- accompagner la conception des outils pédagogiques réalisés dans le cadre de la convention et en valider la conformité avec les programmes scolaires ;
- évaluer l'impact des actions menées dans le cadre de la présente convention dans les établissements ;

- mobiliser les moyens financiers dont les écoles peuvent disposer pour la mise en œuvre des actions et l'atteinte des objectifs visés.
- fournir la liste des directeurs d'école des deux circonscriptions à chaque rentrée scolaire.

ARTICLE 6 – CALENDRIER ANNUEL DE VALIDATION DES PROJETS

1. Lancement de la campagne de candidature des projets : avril
2. Date limite de retour des enseignants : mi-juin
3. Commission mixte CoVe / Education Nationale de validation : fin-juin.

Cas particulier de la Lecture Publique dont la programmation est définie par le Réseau des Bibliothèques en début d'année scolaire soit Septembre.

ARTICLE 7 – COMMUNICATION

7.1 Communication par la CoVe

La CoVe :

- établit, chaque année, un plan de communication à destination des établissements scolaires, sur les actions pédagogiques proposées ;
- élabore et met à disposition des ressources pédagogiques pour les enseignants ;
- favorise la valorisation des travaux réalisés par les classes participantes dans le cadre des actions pédagogiques sous réserve de protéger l'image et la vie privée des élèves.

7.2 Communication par l'Education Nationale

L'Education Nationale :

- établit, chaque année, un plan de communication à destination des établissements scolaires, sur les actions pédagogiques proposées ;
- permet, par l'intermédiaire de ses diverses publications, de diffuser dans ses réseaux internes l'information liée aux actions de la présente convention ;
- facilite la mise en relation et les modalités d'intervention entre équipes éducatives et les intervenants mandatés par la CoVe.

ARTICLE 8 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention engage les partenaires pour une durée de trois années scolaires, à compter de l'année scolaire 2023/24 et de la date de signature, renouvelable tacitement une fois.

Chaque année, sur proposition de la commission mixte, des avenants et des modifications pourront être apportés à la convention ainsi qu'aux annexes.

Pour la CoVe
Madame la Présidente

Jacqueline BOUYAC

Pour la DSDEN

**Le directeur académique
des services de l'éducation nationale de Vaucluse**

Philippe KOSZYK



Dossier de demande d'aide à un « PROJET D'EDUCATION AU DEVELOPPEMENT DURABLE » Année scolaire 2024-2025

Envoyé en préfecture le 09/04/2024
Reçu en préfecture le 09/04/2024
Publié le 9/04/2024
ID : 084-248400053-20240409-DELIB51_24-DE



<p>Cette fiche projet est à remplir par l'enseignant porteur de projet. Elle est à intégrer en cohérence aux programmes et soumise au visa de votre IEN. Elle sera transmise à une commission mixte pour évaluation et détermination de l'aide proposée. Celle-ci est attribuée selon les critères que vous trouverez dans le cadre réservé de la 4ème page de ce dossier</p> <p>Ce dossier est à renvoyer à l'IEN au plus tard le : 31 MAI 2024</p>	<p>Correspondant éducation nationale : Stéphanie Lemaire CPC pour l'Isle sur la Sorgue ☎ 04 90 38 41 74 ✉ ce.i.en.isorgue@ac-aix-marseille.fr</p>	<p>Correspondant éducation nationale : Pauline Ouvrié CPC pour Carpentras ☎ 04 90 63 02 06 ✉ ce.i.en.carpentras@ac-aix-marseille.fr</p>
	<p>Correspondant COVE : Carine ROCHERON ☎ 04 90 67 69 53 Prevention-dechets@lacove.fr</p>	

Identification du projet

Responsable(s) du projet : Fonction :
Tél : E-mail resp. : E-mail école :

Nom et adresse de l'école :
.....

Classe(s) concernée(s) et nombre(s) d'élèves / classe:
.....

S'agit-il d'une école : urbaine (U) ☐ rurale (R) ☐ élémentaire ☒ primaire ☐

Nom du projet : S'agit-il d'un projet : ☐ d'école

*Thème d'intervention de la CoVe dans le cadre de sa compétence gestion des déchets :
 (à compléter à l'aide du catalogue)*

Description du projet global de la classe (séquence)

L'idée originale du projet :

Action EDD : Quelle forme prend votre demande d'aide auprès de la COVE ? (Présentation/intervention en classe, aide à la visite d'une structure, réalisations techniques, réalisation de supports de présentation/communication...) – Décrivez votre demande.

Présentation du projet global de classe : description des phases de la séquence en quelques lignes en indiquant la place de l'action EDD (exemple : séance 1 de découverte avec COVE ou séance 6 finale de synthèse avec la COVE, etc.

Titre de la séquence :		Nombre de séances :
Compétences travaillées dans le cadre du programme :		
Titre séance 1 : Contenu succinct et démarche :	Objectifs :	Séance PE <input type="checkbox"/> ou séance PE + COVE <input type="checkbox"/>
Titre séance 2 : Contenu succinct et démarche :	Objectifs :	Séance PE <input type="checkbox"/> ou séance PE + COVE <input type="checkbox"/>
Titre séance 3 : Contenu succinct et démarche :	Objectifs :	Séance PE <input type="checkbox"/> ou séance PE + COVE <input type="checkbox"/>
Titre séance 4 : Contenu succinct et démarche :	Objectifs :	Séance PE <input type="checkbox"/> ou séance PE + COVE <input type="checkbox"/>
...		
...		
Modalités d'évaluation :		

Durée de l’action EDD : du au

Nombres de séances : séances de h

Jours et horaires :

Lieux de pratique et déplacement :

Organisation de la classe prévue :En classe entière : En groupe :

Rôle du maître : Rôle de l’intervenant :

Date et signature

Enseignant(s)

intervenant(s)

Avis et signature du directeur (trice),

Envoyé en préfecture le 09/04/2024

Reçu en préfecture le 09/04/2024

Publié le 9/04/2024

ID : 084-248400053-20240409-DELIB51_24-DE

S²LO

Évaluation du comité Mixte - cadre réservé à l'administration

répondre à l'ensemble des critères est souhaitable mais pas obligatoire

Le projet (critères d'évaluation) :	* * *	**	*	Hors
Adéquation avec les programmes				
Projet complet (insertion des interventions de la COVE dans la séquence)				
Pertinence de l'insertion de la demande d'aide dans le volet EDD				
Rayonnement du projet (classe, école, commune, intercommunalité...)				
Côté élève : perspectives de réinvestissement (modalités d'évaluation)				

Le projet a été examiné le :

Commentaires et décision de la commission mixte :

Validation par Madame l'Inspectrice de l'Éducation Nationale :

le :

CONVENTION POUR L’ORGANISATION D’ACTIVITES IMPLIQUANT DES INTERVENANTS EXTERIEURS
REGULIERS REMUNERES EN EDUCATION PHYSIQUE ET SPORTIVE

ANNEXE : TABLEAU DES INTERVENANTS MIS A DISPOSITION
ANNEE SCOLAIRE 20__ /20__

N°	NOM	Prénom	Statut particulier (fonctionnaires agissant dans le cadre de leur statut)	N° de carte professionnelle	Date limite (validité carte professionnelle ou fin de contrat)	Titres et diplômes
1						
2						
3						
4						
5						
6						
7						
8						
9						
10						
11						
12						
13						
14						
15						